

# Revue critique de droit international privé



**DIRECTEUR**

**Bertrand Ancel**

**RÉDACTEUR EN CHEF**

**Horatia Muir Watt**

**SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

**Sabine Corneloup**

# SOMMAIRE DU N° 1-2015

## Première Partie. — Doctrine et Chroniques.

Hugues FULCHIRON et Christine BIDAUD-GARON. — Reconnaissance ou reconstruction ? À propos de la filiation des enfants nés par GPA, au lendemain des arrêts <i>Labassée</i> , <i>Mennesson</i> et <i>Campanelli-Paradiso</i> de la Cour européenne des droits de l'homme.....	1
Charles GOSME. — Les limbes de l'inéloignabilité : la nouvelle condition juridique de l'étranger.....	43
Nuria MARCHAL ESCALONA. — Reconnaissance et efficacité de la <i>kafala</i> marocaine dans l'ordre juridique espagnol.....	89

## Deuxième Partie. — Jurisprudence.

### I. — NATIONALITÉ.

**Nationalité française** – Déchéance – Actes de terrorisme – Conformité à la Constitution – Contrôle de conventionnalité – Incompétence du Conseil constitutionnel – Conseil constitutionnel, 23 janvier 2015, n° 2014-439 QPC, note Paul Lagarde, p. 115

### II. — CONDITION DES ÉTRANGERS.

### III. — CONFLITS DE LOIS.

**Succession** – Loi française applicable – Conjoint survivant – Contrat de prévoyance professionnelle – Contrat de droit suisse – Contrat de capitalisation – Art. 843 c. civ. anc. – Libéralité rattachable (non) – Cour de cassation (Civ. 1<sup>re</sup>), 12 juin 2014, note Sara Godechot-Patris, p. 126

**Mariage** – Conditions de validité du remariage – Conditions de fond – Article 3 du Code civil – Conditions de forme – Article 171-1 du Code civil – Empêchement de bigamie – Preuve de la bigamie – Charge de la preuve – Article 1315 du Code civil – 2°) *Divorce* – Divorce prononcé à l'étranger – Opposabilité – Publicité du divorce – Obligation de transcription du jugement étranger de divorce sur les registres de l'état civil – Qualification – 3°) *Loi étrangère* – Interprétation de la loi étrangère (loi mexicaine) – Interprétation souveraine par les juges du fond – Cour de cassation (Civ. 1<sup>re</sup>), 25 juin 2014, note Élise Ralser, p. 134

### IV. — CONFLITS DE JURIDICTIONS.

**État des personnes** – Filiation – Gestation pour autrui – Convention conclue et exécutée à l'étranger – Actes de naissance étrangers – Refus de transcription – Article 8 Convention EDH – Violation du droit au respect de la vie privée des enfants – 2°) *Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales* – Article 8 – Droit au respect de la vie privée et familiale – Maternité de substitution – Actes de naissance étrangers – Refus de transcription – Violation du droit au respect de la vie privée des enfants – 3°) *Adoption* – Adoption par l'épouse de la mère biologique – Enfant né d'une procréation médicalement assistée pratiquée à l'étranger – Possibilité – Condition – Cour européenne des droits de l'homme, 26 juin 2014 et Cour de cassation, 22 septembre 2014, note Sylvain Bollée, p. 144

**Compétence** – Abordage – Convention de Bruxelles du 10 mai 1952 – Application (oui) – Article 8 – Règlement n° 44/2001 du 22 décembre 2000, Bruxelles I – Application (non) – Article 71 § 1 – 2°) *Convention de Bruxelles du 10 mai 1952* – Abordage – Compétence – Article 3 § 3 – Article 1<sup>er</sup> 1, b – Article 1<sup>er</sup> 1, c – 3°) *Abordage* – Compétence – Convention de Bruxelles du 10 mai 1952 – Application (oui) – Article 8 – Règlement n° 44/2001 du 22 décembre 2000, Bruxelles I – Application (non) – Article 71 § 1<sup>er</sup> – Cour de cassation (Com.), 16 septembre 2014, note Dominique Bureau, p. 160

**Convention de La Haye du 29 mai 1993** – Articles 17, c) et 23 – Adoption prononcée à l'étranger – Adoptant français – Certificat de conformité – Absence de date de l'accord des autorités françaises – Force probante – Cour de cassation (Civ. 1<sup>re</sup>), 24 septembre 2014, avis avocat général Pierre Chevalier, p. 165

**État étranger** – Jouissance et exercice des droits privés – Personnalité juridique – République Chine – Établissement de relations diplomatiques avec la République populaire de Chine – Absence d'incidence – Cour de cassation (Civ. 1<sup>re</sup>), 5 novembre 2014, rapport conseiller Agnès Maitrepie p. 174

## V. — UNION EUROPÉENNE.

**Règlement n° 44/2001 dit Bruxelles I** – Article 15. 1, sous c et article 16. 1 – Action en indemnisation – Fondement contractuel – Engagement librement assumé – Cour de cassation (Civ. 30 avril 2014, note Marie-Christine de Lambertye-Autrاند, p. 181

**Compétence** – Marque communautaire – Contrefaçon – Règlements (CE) n°s 40/94 et 44/2001 Article 93, § 5, du règlement (CE) n° 40/94 – Détermination du lieu où le fait dommageable s'est produit – Participation transfrontalière de plusieurs personnes à un même acte illicite – Cour de justice de l'Union européenne, 5 juin 2014, aff. C-360/12, note Céline Laurichesse, p. 190

**Règlement (CE) n° 1346/2000** – Article 3, § 1 – Notion d'« action se rattachant à une procédure d'insolvabilité et s'y insérant étroitement » – Règlement (CE) n° 44/2001 – Article 1<sup>er</sup>, § 2, sous – Notion de « faillite » – Action en paiement d'une créance intentée par le syndic – Créance relative à un transport international de marchandises – Relations entre les règlements n°s 1346/2000 et 44/2001 et la convention relative au transport international de marchandises par route (CMR), Cour de justice de l'Union européenne, 2 septembre 2014, aff. C-157/13, note Cécile Legros, p. 2

**Convention de Rome du 19 juin 1980** – Article 4, § 1, 2, 4, 5 – Loi applicable au contrat de commission transport – Sous-commissionnaire – Incidence de la loi applicable au contrat de commission principal – Clause d'exception – Cour de justice de l'Union européenne, 23 octobre 2010, aff. C-305/13, note Cécile Legros, p. 221

## Troisième Partie. — Documentation.

### I. — Traités nouveaux de la France (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

### II. — Lois, décrets et actes officiels français (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits :

*Extradition* – Conseil constitutionnel – Décision n° 2014-427 QPC, 14 novembre 2014, p. 24

*Impôts – Investissement et opérations financières à l'étranger – Sociétés* – Conseil constitutionnel – Décision n° 2014-437 QPC, 20 janvier 2015, p. 246

*Œuvres d'art – Exportation – Droit de « retenir » de l'État* – Conseil constitutionnel – Décision n° 2014-426 QPC, 14 novembre 2014, p. 251

### III. — Union européenne.

Textes reproduits :

*Personnes – Mesures de protection – Reconnaissance mutuelle* – Règlement (UE) n° 606/2011 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013, p. 254

### IV. — Informations diverses.

*Droit international privé – Monténégro* – Loi sur le droit international privé, traduction et présentation par Toma Rajcevic, p. 261

*Étrangers – Droits sociaux – Personnes âgées* – Réponse du ministre, p. 291

## Quatrième Partie. — Bibliographie.

### I. — Livres. – BENISTY (Samuel), La norme sociale de conduite saisie par le droit (Horatia Muir Watt), p. 293 – MARZAL YETANO (Antonio), La dynamique du principe de proportionnalité. Essai dans le contexte des libertés de circulation du droit de l'Union européenne (Bertrand Ancel), p. 295 – NUZZO (Luigi), VEC (Milos), Constructing International Law, The Birth of a Discipline (Horatia Muir Watt), p. 293